COLL. 8°
468
1945-1à12

DÉPOT
ANNEXE

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

000591139

-8-
Coll. 8°
468
-1945-

PARTI REPUBLICAIN RADICAL ET RADICAL-SOCIALISTE

Place de Valois, PARIS (1er arrondissement)

0000 1147636

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

DISCOURS

prononcés par

M. le Président

Édouard HERRIOT

au cours des débats
de politique générale et
de politique extérieure

Coll 8° 468 (1945-8)

36ème CONGRÈS

20, 21, 22 et 23 Août 1945

Discours prononcé par
M. le Président Edouard HERRIOT
au cours du débat de Politique Générale

Citoyennes, citoyens, au début de mon intervention, et bien qu'on l'ait déjà fait avant moi, j'ai le devoir d'élever ma pensée, notre pensée, jusqu'à ceux de nos camarades déportés qui ne sont pas rentrés, jusqu'à ceux qui sont morts pour la France. (*Applaudissements.*)

Si je le fais, c'est aussi pour vous dire qu'il serait bon, selon moi, que les paroles déjà prononcées aient une suite, car on ne s'acquitte pas par quelques mots envers les martyrs. Je croirais utile que nos fédérations fissent chacune la liste des membres du Parti radical et radical-socialiste déportés qui ne sont pas revenus, de ceux qui sont morts, avec tous les renseignements qui pourront être recueillis sur les circonstances de leur disparition.

Ces documents devraient être rassemblés dans une brochure dont vous conviendrez qu'elle serait le plus beau chapitre à ajouter au livre d'or de notre Parti qui, lui, a toujours été présent à l'appel de la Patrie, dans les circonstances heureuses ou malheureuses, et qui a mis son dévouement au pays sur le même plan que son dévouement à la République. (*Applaudissements.*)

Cela dit et si, comme je le crois, vous approuvez ma suggestion, je voudrais me demander devant vous quelle position nous allons prendre devant le pays pour la série d'élections qui vont se dérouler.

On nous a, aimablement d'ailleurs, accusés, il n'y a que quelques instants, d'avoir manqué de l'une au moins des formes du courage. Peut-être était-ce l'annonce d'un programme plus précis. (*Sourires.*)

Mais si nous n'avons pas, comme on a paru le regretter,

donné des directives politiques à l'ensemble du mouvement de la Résistance, c'est pour une petite raison que je vous signale en passant: nous étions nous-mêmes en prison (*Applaudissements*) et nos correspondances avec nos amis et avec le pays passaient difficilement, ou même pas du tout.

J'essaierai à mon tour d'être clair. C'est l'effort qui a été déjà tenté et réalisé au sein de ce beau Congrès et je crois qu'en effet, dans la période actuelle, être clair, c'est le meilleur service qu'on puisse rendre à ce pays et à une opinion qui cherche sa voie, à beaucoup de bons Français qui ne demandent qu'à savoir ce qu'ils ont à penser et à faire dans le double intérêt de la France et de la République.

La tâche n'est peut-être pas facile au milieu des complications actuelles, des divisions, des subdivisions. Nous avons connu le temps où l'on pouvait parler de l'arithmétique des partis; maintenant, il faut parler de leur algèbre. (*Rires.*) Car les notations sont à la fois plus savantes et plus compliquées et, pour certains, dont j'avoue être, plus mystérieuses.

Je parlerai donc tour à tour de la politique extérieure et de la politique intérieure, puisque nous sommes dans une discussion générale.

Politique extérieure. Je crois que nous n'avons rien de mieux à dire au pays que ceci : nous sommes fidèles à la politique extérieure que notre Parti a suivie depuis la dernière guerre. Entre 1914 et 1918, on avait promis aux Français d'essayer de réaliser la paix. Quel est donc le parti qui l'a tenté si ce n'est le nôtre ? Quel est le parti qui, en 1924, a proposé à la Société des Nations ce document, cet instrument qui s'est appelé le Protocole ?

A l'abri de cet effort de reconstruction générale, nous avons placé une politique de rapprochement avec certaines puissances dont l'amitié avec la France nous a paru alors et, j'ajoute, me paraît aujourd'hui, indispensable à l'organisation et à la conservation de la paix.

Au premier rang de ces puissances, je place la Grande-Bretagne (*Applaudissements*), pays non pas semblable au nôtre, certes, mais complémentaire du nôtre, et avec lequel

nous, radicaux et radicaux-socialistes, nous n'avons cessé d'entretenir les meilleurs rapports.

Rappelez-vous : en 1924, quand nous sommes arrivés au pouvoir, les relations avec la Grande-Bretagne étaient, non pas même distendues, mais rompues. Nous les avons rétablies et, depuis, nous les avons maintenues.

Si je veux m'interdire sévèrement de mettre le pied sur le domaine de la politique intérieure de la Grande-Bretagne, il m'est bien permis de dire, sur le plan international, qu'en effet il est possible que ce pays ait, comme nous-mêmes, commis des erreurs ; car, moi aussi, je n'accepte pas que l'on rende la France responsable d'un certain nombre de faits malheureux ou de fautes qui sont intervenues.

Mais une chose me paraît non moins sûre: c'est qu'après les hésitations dont ces gouvernements ont pu, à certains moments, être responsables, la Grande-Bretagne a déployé dans la défense de la liberté menacée par le nazisme et par le fascisme une énergie vraiment extraordinaire. Tous ici, nous le pensons et nous le proclamons.

Dans ces jours sinistres de juin 1940, que j'ai vécus heure par heure, que serions-nous devenus si la Grande-Bretagne, elle-même menacée et incertaine sur son sort, avait rompu la partie ? Elle n'y a pas songé et, pour être justes, peut-être devons-nous dire que si nous délibérons en ce moment tranquillement à Paris dans ce Congrès, la résolution de la Grande-Bretagne a été un des éléments qui nous ont permis de parvenir à ce résultat. (*Vifs applaudissements.*)

J'ai connu, moi aussi — et je donne bien volontiers acte à Daladier de ses déclarations si évidemment sincères —, j'ai connu bien des controverses. Mais à l'heure où nous voulons proclamer notre volonté de renouer une fois de plus avec la nation anglaise, je me rappelle aussi certains moments, je me rappelle Tours lorsque nous étions en route sur Bordeaux.

Après ces entretiens Reynaud-Churchill auxquels je n'ai pas pris part et que je n'ai connus, comme vous, que par les

révélations qui nous ont été faites, j'ai vu bien en face, tout près, le premier ministre Churchill. Je l'ai adjuré de tout mon cœur, de toute mon âme, de ne pas abandonner la France. Je le vois encore : il était assis dans un fauteuil, lord Beaverbrook appuyé sur un côté du meuble et lord Halifax sur l'autre. Quand j'ai eu parlé, il ne m'a pas répondu. Il pleurait, lui, l'homme de toutes les énergies, l'homme de tous les courages, il pleurait ! (*Vifs applaudissements.*) Il m'a serré la main. Je n'avais pas besoin qu'il m'en dît davantage. Je ne l'ai jamais revu depuis.

Mais je suis sûr qu'il aime la France comme l'aiment les Anglais qui ont conscience du rôle de notre pays sur le continent.

Soyons donc — et c'est à mon avis un des premiers actes de notre programme de politique extérieure — soyons donc fidèles à cette alliance, à nos souvenirs du passé, à nos épreuves communes, même à nos communes difficultés.

Et maintenant, je dis aussi : soyons fidèles aux Etats-Unis. Daladier m'a ému tout à l'heure lorsqu'il a rappelé des circonstances assez connues. Le plus beau jour de ma vie — c'était d'ailleurs une nuit (*Rires*) — a été celui où j'ai, de propos délibéré, sacrifié le Gouvernement que je présidais pour ne pas manquer à la parole de la France.

Car, voyez-vous, et ce sera aussi l'une des conclusions de cette intervention, je ne crois pas qu'il y ait deux probités : une probité publique et une probité privée. (*Vifs applaudissements.*) Il y a la probité tout court, et c'est pour montrer que la France était fidèle à cette probité que j'ai fait bon marché d'un ministère éphémère afin de respecter des intérêts et des devoirs permanents.

Et certes, comme elles étaient impressionnantes, les paroles, qui nous ont été rapportées tout à l'heure, du président Roosevelt au sujet des dettes ! Je l'ai vu, moi aussi, à la Maison-Blanche où il m'avait appelé en 1933, au lendemain de ce tragique malentendu, vous l'avez bien dit : de ce sordide conflit. (*Applaudissements.*) Il aurait pu nous en vouloir.

Il m'a accueilli, parce que je représentais la France, de la façon la plus bienveillante, la plus cordiale, j'ose dire la plus indulgente et vous savez maintenant, mieux qu'en entrant dans cette salle, tout ce que nous lui devons; vous savez mieux ce qui aurait pu arriver s'il n'avait pas été là et vous me comprendrez si je vous dis que, lorsque j'ai appris sa mort par les journaux allemands, nouvelle accompagnée des plus grossières insultes — car on nous disait dans ces feuilles que Roosevelt avait été le plus grand belliciste de l'histoire alors que Hitler en était le plus grand pacifiste (*Rires*) —, vous comprendrez pourquoi, irrité ou, du moins, provoqué par ces commentaires, j'ai ressenti comme un deuil de famille la mort de ce grand ami de la France et de la liberté. (*Vifs applaudissements.*)

Et puis, il y a le troisième terme : l'Union soviétique. Elle a beaucoup d'amis aujourd'hui (*Rires*), elle en a peut-être trop. On fait son éloge jusque dans les salons les mieux pensants, car il y a, vous le savez, des bien et des mal-pensants. (*Nouveaux rires.*) Et je me rappelle le temps où le mal-pensant que j'étais osait, il y a vingt ans, rapprocher, malgré tout ce qui les séparait, la République soviétique et la République française. Quel beau tumulte !

Aussi, permettez à un ancien professeur qui ne tombe que peu à peu dans l'ignorance (*Rires*) un souvenir. En entendant tant de beaux messieurs, tant de belles dames nous faire aujourd'hui l'éloge de la Russie soviétique, je suis tenté de me rappeler ce vers de Chantecler qui, ayant réveillé l'Aurore et entendant tous les coqs de la plaine célébrer après lui le soleil déjà haut sur l'horizon, s'écrie : « Ils chantent dans le bleu, j'ai chanté dans le noir. » (*Sourires.*)

Oui, nous avons chanté dans le noir, mais nous avons eu raison, car c'est la coalition de ces trois grandes puissances qui vient de sauver la liberté.

Je vous dirai donc, sans avoir besoin de m'étendre davantage: présentez fièrement au peuple français notre programme de politique extérieure. Ce n'est pas ma faute si je ne consens pas à le changer: je le trouve aussi bon aujourd'hui qu'il

l'était hier ou avant-hier. Notre Parti n'a aucune critique à craindre, aucune comparaison à redouter, lorsqu'il expose sa politique extérieure. Si elle a été souvent contrebattue, c'est parce qu'elle s'est heurtée à des difficultés de toute sorte dont beaucoup venaient de l'extérieur, dont un certain nombre — il faut le dire — venaient aussi de l'intérieur par suite de la division de l'opinion publique française et de son opposition à certaines mesures que nous trouvions parfaitement logiques et nécessaires au salut du pays.

Mon programme de politique extérieure, pour ma part, je ne le change pas. C'est le Parti radical qui est le mieux qualifié pour dire son mot demain dans l'organisation de la paix qu'il a toujours voulue, qu'il avait préparée, pour laquelle il avait préparé aussi des armes. C'est le Parti radical qui peut se présenter devant le peuple français avec une politique extérieure que les événements ont démontrée irréprochable et au-dessus de toute contestation. (*Applaudissements.*)

J'en viens à la politique intérieure et je pense que c'est là que vous m'attendez. (*Rires.*)

Je dis tout de suite que, dans ces jours anniversaires, je trouverais bien injuste, par conséquent bien indigne de nous, d'oublier l'homme que la France entière acclamait, il y a un certain nombre de mois. Les services qu'il a rendus d'un cœur certainement pur, d'une volonté profondément et passionnément française, nous ne pouvons, nous ne voulons pas les oublier. Ce ne serait pas un acte qui nous ferait honneur et, par conséquent, ce ne serait pas un acte auquel nous consentirions. (*Applaudissements.*)

Mais un problème extrêmement large et grave se pose aujourd'hui, car c'est à la fois de la France et de la République qu'il s'agit de nouveau.

On a libéré la France. Nous sommes maintenant dans ce Congrès pour libérer la République. (*Vifs applaudissements.*)

Oui, il faut libérer la République. C'est votre rôle, c'est votre devoir et c'est d'ailleurs ce que vous allez faire avec simplicité, mais avec résolution.

Notre très cher président Steeg disait hier : « Nous sommes entre la IIIe République, qui est morte, et la IVe République, qui vient de naître. »

Mon cher Steeg, je ne crois pas que ce soit tout à fait exact. (*Sourires.*) Nous sommes, en effet, entre une IIIe République que l'on dit morte et une IVe République qui n'est pas encore née. (*Applaudissements.*) Et voilà, je crois bien, la définition de la situation actuelle et la raison de son équivoque. Je ne veux pas insister, vous m'avez tous compris.

La IIIe République, on l'a jetée aux orties, on n'en veut plus. Il y a dans ce pays une fièvre, une ardeur de renouveau, que je comprends très bien pour ma part. Je suis assez philosophe et assez vieil observateur pour admettre que ces jeunes qui ont risqué leur vie, qui ont vu sacrifier la vie de leurs amis pour la renaissance de la France et à qui d'ailleurs — nous allons en parler — on a conté tant d'histoires, se jettent sur une route qu'ils croient être celle de l'avenir.

Si ce programme ne s'appliquait qu'aux hommes, j'en prendrais volontiers mon parti. Sans avoir l'âme de Cincinnatus, je retournerais volontiers à ma charrue ou à mon porte-plume. (*Sourires.*)

A Vaison, dans une région que vous connaissez bien, Daladier, parmi les ruines romaines, un détail m'a frappé, où j'ai vu la preuve de la grande expérience politique de la République romaine. Il y a là des statues décapitées. Les vêtements, les insignes restaient, permanents, on ne changeait que les têtes quand il y avait une fluctuation dans l'opinion, une révolution municipale ou générale. C'est ainsi que la République romaine conciliait le changement nécessaire des hommes avec la fidélité aux institutions et aux idées. (*Rires et applaudissements.*)

J'y vois, pour ma part, un programme assez bien raisonné, je serais tenté de dire assez sage. Le matériel humain s'use comme les autres et il n'est pas hérésiarque de dire que l'on veut de temps à autre le remplacer. C'est permettre d'ailleurs à ceux qui s'en vont d'observer ce que vont faire ceux qui viennent.

Cela, je l'ai fait moi-même lorsque j'étais en prison. On nous avait promis de substituer à l'instabilité créée par le suffrage universel un régime beaucoup plus solide qui aurait son centre de gravité mieux assuré. Et je constate qu'au cours de mes quatre années d'absence de la mairie de Lyon, on a usé quatre maires, tandis que moi, qui n'étais qu'un misérable élu du suffrage universel, soumis à cette reprochable instabilité, j'y suis resté trente-cinq ans ! (*Rires et applaudissements.*)

Evidemment, j'ai fait quelques réflexions. Qu'on s'en prenne aux hommes, aux têtes, pourvu qu'on laisse en place les toges et les costumes, les insignes et les fonctions et les règles de la République, je l'admettrais volontiers ! Mais, par delà les hommes, toujours justiciables de l'opinion — c'est leur honneur —, on s'en prend aux institutions. A mon tour, je pose une question à l'un ou à plusieurs de nos algébristes : qu'avez-vous à leur reprocher, aux institutions républicaines ? En quoi sont-elles coupables de ce qui nous est arrivé ? Où est en elles la raison de nos malheurs ?

Je vais vous dire ma pensée, vous y réfléchirez et je crois que vous me donnerez raison. Nos malheurs sont venus, pour une part, non pas du fonctionnement des institutions républicaines et parlementaires, mais du mauvais fonctionnement, du fonctionnement réduit de ces institutions. (*Applaudissements.*) Le fait a commencé avec les premières tentatives de décrets-lois (*Nouveaux applaudissements*) lorsqu'il nous a fallu, sous peine de nous séparer d'hommes que, d'autre part, nous admirions, encourir les plus grands risques matériels et moraux pour défendre déjà les principes essentiels de la République.

Ce mouvement a eu son point critique, son point culminant peut-être, le 6 février 1934. Il s'est poursuivi sous le ministère Doumergue, avec ce fameux projet de dessaisissement du Parlement que vous avez connu, que j'ai connu peut-être mieux que d'autres, parce que, là encore, comme

par hasard, j'étais dans la bagarre et qu'il m'a fallu, une fois de plus, prendre certaines responsabilités.

Ce mouvement s'est prolongé, il s'est élargi. Plus de discussion budgétaire, assez de ces bavardages parlementaires, plus de discussion sur l'aviation, plus de discussion sur les budgets de la guerre, plus de discussion sur les affaires étrangères ! Le domaine constitutionnel, parlementaire, républicain se rétrécissait constamment.

Savez-vous ce qui m'étonne ? Ce n'est pas que les réactionnaires aient entrepris, mené, poursuivi, réussi cette campagne; c'est qu'en vertu du principe connu : « calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose », on ait vu, on voit peut-être encore des républicains emboîter le pas aux réactionaires et s'associer sans réfléchir, sans raisonner, aux critiques dirigées contre leurs institutions. (*Applaudissements.*)

C'est là qu'il y a un redressement important à accomplir, un redressement qui demande peut-être du courage, mais qui m'apparaît comme indispensable.

On nous a parlé de la politique anglaise. J'ai dit que je ne veux pas y intervenir, mais je peux bien l'observer. On nous a rappelé que des hommes politiques anglais étaient venus s'associer chez nous à des campagnes ou à des motions en faveur de la chambre unique ou de la constituante. Je suis bien sûr qu'ils n'en voudraient pas chez eux. (*Rires et applaudissements.*)

En tout cas, qu'est-ce que nous venons de voir ? Le peuple britannique vient d'opérer une profonde transformation politique dans son régime, la plus profonde peut-être qu'il ait connue et pratiquée depuis bien longtemps. Il l'a faite dans le cadre traditionnel de ses libertés et de ses institutions. Il n'a pas modifié ses institutions, c'est à l'intérieur de ses institutions qu'il a manifesté sa volonté.

Voilà l'exemple que je propose à la méditation de nos amis d'ici et aussi de nos amis d'ailleurs (*Applaudissements.*)

Qu'est-ce que le peuple anglais a gagné à cette méthode,

qu'il a d'ailleurs adoptée, pratiquée à un moment où il avait fait les plus lourds sacrifices, subi les pertes les plus graves, où il pouvait concevoir les préoccupations les plus légitimes au sujet de ses domaines lointains ? Le résultat, c'est qu'au lendemain même de cette opération, le souverain, gardien constitutionnel des volontés de son peuple, a pu déjà annoncer ce qu'on appelle des réformes de structure. Et non seulement les Britanniques ont ainsi gagné sur nous une avance considérable, même du point de vue social, mais il est possible que cette opération qu'ils viennent de faire ait pour résultat de simplifier encore leur vie politique et de ramener à deux, suivant l'ancienne conception, le nombre des partis qui, depuis un certain nombre d'années, était fixé à trois. (*Applaudissements.*)

Voilà le résultat d'une politique pratiquée par la sagesse, la raison, la force, l'expérience, dans le cadre des institutions.

Est-ce à dire que nous ne voulions rien changer ? Non. Ce que nous voulons, ce que je voudrais pour ma part, c'est ne pas voir se prolonger, au départ des discussions sur le fond, ces discussions de forme qui font que je me demande souvent si nous sommes encore dans Athènes ou si nous ne sommes pas déjà dans Byzance. (*Très bien ! Très bien !*)

C'est ce que je voudrais savoir. On a dit, le rapporteur l'a déclaré dans son excellent exposé : nous sommes partisans des deux chambres. C'est un problème de mécanique : il n'y a pas de moteur qui puisse fonctionner sans un frein et je défie bien le partisan le plus résolu de la chambre unique de s'engager sur une route avec une voiture automobile sans frein, surtout si sa voiture est rapide. (*Sourires.*)

Nous tenons donc à un certain principe comme celui des deux chambres. Mais il y a des réformes que nous admettons parfaitement. On a déjà démontré — et je le rappelle — que la composition du Sénat n'est pas fixée par ce qu'on a appelé la Constitution de 1875. Elle a été déterminée par une loi de 1884 et il y a, sur ce sujet, des considérations de Gambetta qu'il serait bon de relire.

Une loi suffit pour modifier la composition du Sénat et vous pensez bien que ce n'est pas le maire d'une grande ville si étrangement maltraitée par la loi actuelle, qui peut protester contre une de ses éventuelles modifications.

Mais nous disons, et je pense que sur ce point nous serons tous d'accord: il faut d'abord rétablir la démocratie politique. C'est le premier acte de cette libération intérieure de la République dont je vous ai dit qu'elle est l'essentiel de notre programme.

A coup sûr, il y a des souvenirs qu'il faut garder. On nous présente aujourd'hui comme des nouveautés très hardies de vieilles réformes que nous connaissons bien. On fait beaucoup de bruit avec l'impôt sur le capital. Mais ne l'avons-nous pas proposé à la Chambre au temps du bloc national, quand nous n'étions qu'une poignée de républicains de gauche ?

Seulement, il y a un fait dont il faut éviter le retour, il y a une leçon du passé qu'il faut appliquer au présent et à l'avenir.

Comment les choses se passaient-elles sous la IIIe République, comme on dit ? J'ai quelques raisons de le savoir, puisque vous m'aviez confié plusieurs fois la direction des élections. Quand on consultait le peuple français, en 1924, en 1932, il votait comme on dit « à gauche », comme il l'a fait en 1936. Il donnait des majorités démocratiques très fortes. Pendant quelques mois, la réaction demeurait atterrée, elle ne disait rien, elle travaillait sourdement, elle avait ses journaux, son argent. Quand elle était prête pour la contre-offensive, elle se manifestait, par exemple, à l'occasion de la prétention d'un gouvernement qui voulait instituer le carnet de coupons. Et n'est-ce pas cependant une mesure de toute équité qui permet — oh scandale ! — de vérifier si les déclarations fiscales sont justes ou fausses et d'éviter à l'homme honnête d'être taxé excessivement au profit de celui qui fraude le fisc ?

Alors, les puissances d'argent intervenaient. Et comment se traduisait ce fait? Le bulletin de vote était battu par le billet de banque, qui triomphait de la volonté des électeurs.

J'ai connu ces faits, mais d'autres les ont connus après moi, en particulier, si je ne me trompe, le gouvernement de Léon Blum, et d'autres encore.

Eh bien ! cela est intolérable et ne doit pas se reproduire. Il faut briser ces féodalités économiques, ces Etats dans l'Etat. Nous ne sommes pas de ceux qui veulent prolétariser la France. Non ! ce n'est pas notre conception.

Je crois pouvoir résumer votre pensée, comme la mienne, en disant que nous voudrions voir faire pour l'ouvrier, au XXe siècle, ce qui a été fait à la suite de la Révolution française au XIXe siècle, pour le paysan. En brisant la féodalité, en donnant la terre aux paysans, on a créé cette classe remarquable, admirablement solide, d'hommes qui ont si largement contribué au salut de la France. Car — on l'a dit, on ne saurait trop le redire — j'ai vu, comme certainement beaucoup d'entre vous, aux abords des moindres villages, des moindres hameaux, ce qui s'était passé lorsque des paysans étaient venus barrer la route aux armées allemandes et que, de ce fait, les meilleurs d'entre eux avaient été fusillés. La France est bordée de tombeaux parmi lesquels il y a beaucoup de tombes paysannes.

Respectons donc cet homme des campagnes et tâchons de faire pour l'ouvrier ce que nos pères ont fait pour l'agriculteur. Je voudrais voir l'ouvrier accéder, soit par une participation plus large aux entreprises, soit par la généralisation de ces coopératives de production dont j'ai vu le succès en certains points de la France, à cette propriété individuelle qui, pour nous, est la consécration des droits du travail, la possibilité de transmettre à la famille le résultat de l'effort personnel.

Je voudrais voir cela. Mais ce que je ne voudrais plus revoir, c'est l'action de ces féodalités économiques — on dit aujourd'hui de ces trusts : le mot est déjà un peu usé, j'hésite à m'en servir, il a même un caractère un peu démagogique — de ces féodalités économiques qui nous ont opprimés dans le passé. Il ne faut plus qu'on les revoie, il ne faut plus d'Etats

dans l'Etat, il ne faut plus que la coalition des banques soit en état de renverser un gouvernement parce qu'il est démocratique et véritablement républicain. (*Vifs applaudissements.*)

J'ajouterai encore que, dans notre programme précis d'action sociale, nous devrions, plus que nous ne le faisons, faire place aux grands devoirs de l'instruction. Nous avons proclamé l'égalité devant l'instruction, nous avons commencé dans ce sens quelques réformes, nous avons introduit la gratuité dans certaines classes des établissements de l'enseignement secondaire. Nous avions essayé de faire disparaître, au moins pour partie, cet odieux privilège qui réserve l'instruction à celui dont la famille peut payer pour lui : il n'y a rien qui me scandalise davantage.

On a jeté par terre ces réformes. Vichy les a anéanties. On les a caricaturées, on m'a prêté sous le nom « d'école unique » je ne sais quelles idées, quelles formules stupides !

Ce que nous voulons, c'est l'enseignement donné, non pas à la fortune, mais au mérite (*applaudissements*) et je vous prie d'observer, même si ce sujet est abstrait, qu'il n'y aura pas de véritable affranchissement du peuple si on ne lui donne pas le moyen d'accéder au savoir qui est, après tout, la meilleure recette, soit pour acquérir les richesses, soit pour apprendre à s'en passer. (*Applaudissements.*)

Je ne veux pas vous retenir davantage. Politique extérieure: celle que nous avons faite. Politique intérieure : le rétablissement de la République avec un gouvernement responsable en haut — cela ne se discute même pas — et, en bas, ces libertés locales que nous avons eu tant de peine à acquérir et que nous voulons nous voir restituer, même s'il doit en coûter quelque chose à cette hiérarchie de fonctionnaires sous laquelle les pouvoirs locaux succombent. (*Applaudissements.*)

Je vous remercie d'être venus consacrer si nombreux votre dévouement à ces idées qui sont bonnes pour l'avenir comme elles étaient bonnes hier. Je songe, en vous remerciant, mes chers amis, à la peine que vous avez dû éprouver matérielle-

ment pour gagner Paris et venir à ce Congrès, pour séjourner même dans cette ville au milieu des difficultés présentes, et j'adresse notre salut à tous ceux qui n'ont pu venir. Il faut qu'ils sachent qu'on a pensé à eux et que l'on compte sur eux pour les batailles prochaines.

Et puis, j'ai gardé cette pensée pour mon dessert. Je veux me féliciter de voir dans cette salle tant de femmes. Elles ont obtenu le droit de vote, ajoutant ainsi une raison nouvelle à tant de raisons que nous avions déjà de les considérer comme le sexe fort. (*Sourires et applaudissements.*)

Qu'elles soient les bienvenues, qu'elles soient au premier rang de notre action sociale, qu'elles nous aident à nous unir et à unir le plus possible de Français autour de nous !

Je vous ai dit que je voulais vous exposer des idées simples et claires. Je me résume, et je termine voulant épargner votre temps, dans ces phrases que je voudrais être la conclusion de ce Congrès: il faut d'abord rétablir la démocratie politique, il faut ensuite fonder la démocratie économique et sociale. C'est l'œuvre de notre Parti, de notre grand Parti qui a toujours uni en lui les grands amours dont la force de ce pays a été faite dans le passé : amour du sol, amour de la pensée française, amour de la liberté — puisqu'il est nécessaire de prononcer encore ce mot !

La liberté, il faut que ce soit l'étoile qui nous guide, l'étoile vers laquelle nous nous dirigerons quand nous aurons traversé cette période d'épreuves.

On nous critique et on nous critiquera ; on prétendra faire mieux que nous. Je ne m'en inquiète pas. Je suis bien rassuré! On pourra inventer des armes nouvelles, des armes savantes, on pourra inventer des armes secrètes, car il y a aussi des armes secrètes dans la politique, et vous savez peut-être lesquelles. Je suis sûr de ne pas être contredit par les militaires qui nous font l'honneur d'être ici si je dis que la force est toujours dans cette vieille infanterie de la République que nous sommes. Oui, nous sommes la vieille infanterie de la République, la lourde infanterie de la République. Quand on

a attaqué et réussi avec d'autres armes, il faut occuper avec l'infanterie, et c'est quelquefois l'infanterie elle-même qui déblaie le terrain pour l'occuper ensuite.

Je me rappelle le vieux mot inscrit sur la porte de ma caserne quand j'étais soldat — je crois qu'il est de César — *In pedite robur* : la force est toujours dans le fantassin.

Infanterie de la République, au combat et avec courage ! Vous allez, comme vous l'avez fait pour la France, contribuer à libérer la République. Partez d'ici joyeux et confiants : le succès est dans vos mains ! (*Vifs applaudissements prolongés. — Les congressistes se lèvent, acclament l'orateur et chantent la Marseillaise.*)

*
* *

Discours prononcé par
M. le Président Edouard HERRIOT
au cours du débat de Politique Extérieure

Je m'excuse auprès des orateurs inscrits comme auprès de l'Assemblée de prendre dès maintenant la parole sur l'invitation de notre ami Ripault, espérant vous apporter l'indication d'une conclusion dans ce débat de politique extérieure.

J'ai essayé, hier, de tracer les grandes lignes de l'action internationale que nous souhaitons pour notre Parti. Je voudrais aujourd'hui, dans l'état d'avancement des travaux de ce Congrès, qui me paraît si remarquable de tenue, d'attention, de discipline et de volonté de servir le pays, je voudrais, dis-je, essayer de répondre pratiquement, et si possible utilement, à une pensée qui est dans vos esprits comme elle est dans le mien, comme elle est aussi dans les interventions des orateurs qui m'ont précédé, en particulier dans la fin de l'excellent exposé de Kayser.

Kayser a exprimé, sans y céder, un certain pessimisme sur le destin de la France. Disons-le parce que c'est la vérité : il y a en nous, en effet, une inquiétude, une déception. Chaque jour ou presque, en lisant notre journal, nous sommes attristés et parfois irrités de voir la place insuffisante — je le dis — faite à la France dans les discussions internationales. Nous en sommes blessés : blessés certes dans notre amour pour notre pays; mais, comme nous ne sommes pas des nationalistes si nous sommes des patriotes, blessés aussi et surtout dans notre sentiment de la justice. (*Applaudissements.*) Oui, je le dis pour tous ceux qui, dans notre pays et au dehors, voudront bien m'entendre : le sort fait à la France actuellement n'est pas juste. (*Applaudissements.*) Il faut que ce soit dit et confirmé.

Oui, nous avons été battus en 1940, nous le savons bien! Nous procédons à un sévère examen de conscience, pour rechercher les fautes commises et les coupables, et — fait cu-

rieux — ce sont quelquefois des étrangers qui se montrent plus indulgents que nous sur les sanctions que nous entendons prendre pour l'honneur et la dignité de notre pays. (*Applaudissements.*) Nous ne cachons pas nos erreurs et nos fautes. Mais, si nous regardons la situation dans l'ensemble, que nous est-il donc arrivé ?

Nous avons supporté à notre tour, après la Pologne, le choc formidable de la puissance allemande qui était à la fois une puissance d'effectifs, tenant à la supériorité de sa population, et une puissance mécanique résultant de la supériorité de son industrie. Nous avons succombé. Mais nous avons succombé dans cette première phase de la bataille; car, ainsi que l'a dit le général de Gaulle et comme nous l'avons dit le même jour que lui, il ne s'agissait, le 18 juin 1940, que de la première phase d'une immense bataille; et ce que nous voulions — telle était notre pensée profonde —, c'était la continuation de la lutte pour qu'elle allât à sa conclusion dont nous savions bien qu'elle serait le triomphe de la liberté. (*Applaudissements.*)

Mais l'Union soviétique elle-même, si puissante, dont j'ai vu défiler les armées vraiment magnifiques soit sur les routes de la Silésie, soit, le Ier Mai, sur la Place rouge, au Kremlin, a plié sous le choc, comme nous l'avions fait. Par bonheur, elle avait derrière elle d'immenses espaces. Elle leur a demandé d'abord un refuge, puis une base de départ d'où, le moment venu, refaite, recréée dans toute sa puissance, elle a pu repartir à l'attaque, après avoir été menacée jusqu'aux portes de Moscou. Il faut avoir survolé ces terres pour se rendre compte de ce qu'a été le danger. Songez que les Allemands sont venus à dix-huit kilomètres de Moscou, jusqu'au point de départ d'une ligne d'autobus de la capitale. A ce moment-là, la Russie est intervenue de toutes ses forces et grâce, il faut le dire, car c'est la vérité — dans ma pensée, ce n'est pas une parole de courtoisie internationale, je le dis parce que je le pense —, grâce au génie militaire de Staline qui a lui-même commandé la manœuvre, elle a remporté à Moscou une victoire qui, devant l'histoire, sera la sœur de la victoire

de la Marne. (*Applaudissements.*)

Nous, nous n'avions pas ces espaces. Qu'avons-nous fait, nous les résistants, les résistants de la première heure? Nous avons demandé qu'on se repliât sur l'Empire, sur nos propres territoires d'outre-mer, sur cette Algérie que je veux saluer ici et dont on a osé dire, quand nous projetions de nous y installer, que nous voulions partir pour l'étranger. (*Vifs applaudissements.*) Nous accuser de vouloir partir pour l'étranger, quand je voulais, pour ma part, aller à Alger, ou à Oran où j'ai la tombe de cet officier que fut mon père ! Quel scandale! Et c'est l'indignation que j'ai alors ressentie qui a déterminé, pour une part, mon sentiment personnel et ma résolution.

Alors, évidemment avec moins de facilité et de ressources que la Russie, nous avons livré notre bataille, repliés sur l'Empire, avec, en plus, la difficulté de la mer à traverser sous le canon de l'ennemi. Il a fallu reconquérir Toulon, Marseille, remonter la vallée du Rhône. Il fallu, en même temps, que les Anglais et les Américains fissent la campagne immortelle de Normandie. Ainsi donc — je le dis moins encore pour les Français que pour les représentants des nations amies et étrangères qui veulent bien me reconnaître quelque sincérité —, la France qui a fait cet effort, soutenue par ses enfants du maquis, ces petits ouvriers, ces paysans, ces bourgeois, qui se sont fait fusiller par milliers dans les bois ou sur les routes (*Applaudissements*), la France n'aurait pas fait tout son devoir? Elle ne serait plus aujourd'hui qu'une nation avec lequelle on ne négocierait que dans une sorte de sentiment de condescendance peut-être encore plus offensant que le silence ou le refus? Ah! je proteste (*vifs applaudissements*), je proteste avec tout ce que j'ai de conscience française, de conscience de la vérité.

Pour rétablir cette situation, pour qu'il sorte de ce Congrès une volonté collective de ramener la France à son rang, non pour en faire une puissance de conquête, mais une puissance de premier rang en vue du progrès et de la paix qu'il faut préparer, que faut-il faire?

Il nous faut refaire une puissance militaire.

Certes, il faut reconstituer notre force économique, mettre de l'ordre dans nos affaires. On vous l'a dit en termes excellents, vous avez entendu des rapports remarquables à ce sujet.

Mais aurons-nous jamais la puissance économique des Etats-Unis ou de la Russie ? Qui pourrait le prétendre ?

Nous refaire une puissance militaire ? Assurément, nous aimons l'armée, nous l'avons toujours aimée, et elle ne nous l'a pas toujours rendu. (*Applaudissements.*) Nous l'avons toujours défendue. Nous lui avons toujours accordé sans discussion tout ce qu'elle nous demandait et, aujourd'hui encore, nous voulons qu'elle soit dotée de tout ce qu'il lui faut, pourvu qu'elle veuille bien, de son côté, ne pas abuser par exemple des réquisitions dont souffrent les populations civiles qui constituent tout de même un des éléments de la nation. (*Applaudissements.*) Mais, avec notre population, comment avoir des armées égales aux armées possibles des Etats-Unis ou de la Russie soviétique ?

La propagande, excusez-moi de vous dire que je n'y crois pas beaucoup. Le procédé qui consiste à multiplier par la publicité la valeur d'un fait, d'un acte, d'une institution, d'un geste, je le conteste. C'est un procédé qui est peut-être bon pour la diffusion des produits pharmaceutiques, mais je ne le crois pas suffisant pour établir au dehors le prestige d'un pays.

D'où peut donc venir le prestige renouvelé de la France, ce prestige que nous voulons demander à tous les Français de créer ? Je vais vous dire ma conviction sur ce point. Cette conviction, elle résulte d'abord du souvenir que j'ai conservé de mes amitiés internationales. Certes, dans mon épreuve, j'ai eu de fidèles amis en France. J'en ai beaucoup aussi à l'étranger. Je ne peux pas ne pas penser avec reconnaissance aux efforts, témoignant souvent d'intentions meilleures que les résultats obtenus, qui ont été faits pour venir à mon aide. Je voudrais remercier jusqu'à ce grand et bon peuple de Chine, qui vous paraît sans doute un peu loin sur la carte du monde, mais qui est si près de moi par la pensée (*Applau-*

dissements), si généreux, si délicat, si fin, si sensible et qui, en particulier au moment de ma libération, m'a comblé de témoignages de sa sollicitude et de sa fidélité.

A qui s'adressait cette fidélité ? Elle s'adressait au démocrate, à l'homme qui, à tous moments, chef de gouvernement ou de l'opposition, à Paris comme à la Société des Nations, s'était porté au secours des nations malheureuses ou inquiétées. Je pourrais vous citer des faits. Ils affluent dans mon souvenir et se réfèrent même à des pays qui, à certains moments, ont été martyrs ou victimes, comme l'Abyssinie. Je me rappelle certain soir où, dans une réception officielle, il y avait un pauvre petit diplomate oublié de tous, méconnu, délaissé, comme méprisé. J'ai demandé qui il était. C'était le dernier représentant de l'Abyssinie qu'on laissait à Paris comme par condescendance. Je suis allé à lui, je l'ai pris par le bras, je lui ai montré que je comprenais son malheur. Je sais que, dans certains pays, ce geste simple a paru froisser, mais il m'a valu une durable reconnaissance. (*Applaudissements.*)

C'est pour la même raison que j'ai eu avec les Polonais et les Tchèques des relations qui, j'en suis sûr, ne se sont pas affaiblies. Quelle joie ce sera pour moi le jour où je pourrai serrer la main de mon vieil ami Bénès (*Applaudissements*) avec lequel, en 1914, dans un coin obscur de Paris, nous avons déjà travaillé à la résurrection de son pays et qui, parce qu'il est lui-même libéral, a été attaqué chez nous presque autant que s'il avait été Français. (*Rires et applaudissements.*)

Je suis convaincu que mes amitiés internationales, je les ai dues, je les dois à mes sentiments démocratiques. J'en ai eu la preuve toute récente. J'ai été, vous le savez sans doute, libéré par les Russes. A vrai dire, ils me le devaient bien. (*Rires et applaudissements.*) C'était, pour ainsi dire, une revanche de la logique. Ils sont venus me tirer de ma prison d'une façon d'abord un peu vive, comme il se doit en temps de guerre (*Sourires*), mais ensuite si cordiale, si touchante ! Je les ai vus chez eux, plus puissants, plus forts, plus solides, plus sûrs d'eux-mêmes que jamais.

Mais j'ai traversé d'autres pays. Je vais vous dire ce que j'ai entendu, vous citer au moins deux exemples. Vous voudrez bien me le permettre, car ce sont des faits tout récents, datant d'hier, des faits sur lesquels se fonde la conclusion que je vais vous proposer.

J'ai traversé l'Iran. Ah ! le charmant pays, de douceur, de fleurs, d'eaux vives, d'hommes cultivés et charmants et doux, portant dans la moindre parcelle d'eux-mêmes les traces d'une vieille et classique civilisation.

Ils m'ont reçu — car là-bas j'étais traité par erreur comme président de la Chambre (*Rires et applaudissements*) et je ne leur en veux pas (*Nouveaux rires*) — ils m'ont reçu devant le parlement d'Iran. Et savez-vous ce qu'ils m'ont dit, savez-vous ce que m'a déclaré le président, en substance ?

« Nous aimons la France, son nom fait bondir notre cœur. Mais nous la supplions de rester fidèle à sa vieille devise : Liberté, Egalité, Fraternité. »

Voilà ce qu'ils m'ont dit. (*Applaudissements.*)

Puis, je suis allé en Egypte. Accueil non moins émouvant. Le parlement égyptien m'a reçu dans une grande salle qu'on appelle la salle pharaonique, encore tachée du sang du ministre assassiné pour avoir proclamé la participation de l'Egypte à la guerre aux côtés des Alliés. Le président du Sénat prend la parole. Que me dit-il ?

« Nous aimons la France, nous l'aimons presque autant que notre patrie. Mais puisque vous rentrez (et c'est ce message que j'apporte), dites-lui qu'il faut à tout prix qu'elle reste fidèle à cette trinité: Liberté, Egalité, Fraternité, qui a été la sienne et qui est la devise pour laquelle nous l'aimons. »

Je vous transmets le message tout simplement. (*Applaudissements.*)

Je vous dis alors : voulons-nous rétablir notre prestige aux yeux du monde ? Sera-ce en luttant sur le terrain économique, dans le domaine de la fabrication de l'acier ou de la production du pétrole ? Sera-ce en engageant une lutte d'effectifs ou de matériel ? Non !

Ce sera en revenant à notre tradition de liberté et en songeant à cette restauration de la liberté, non pas seulement pour nous — vous savez ce que j'ai dit hier, je ne reviens pas sur ma formule, et je ne la change pas —, mais en appliquant cette volonté de libération à tous les peuples qui ont encore besoin de nous. (*Applaudissements.*)

On a parlé tout à l'heure en termes excellents de l'Allemagne. Ripault nous a montré, une fois de plus, la connaissance qu'il a de ces sujets. Je n'ai pas été sans quelque inquiétude lorsque, dans le compte rendu de Potsdam, j'ai lu qu'on se proposait de maintenir l'unité économique de l'Allemagne.

L'unité économique ? Mais je crois que cela s'appelle en allemand le Zollverein. Or, le Zollverein a fonctionné en 1834 et il a été le premier moyen, par l'économie, de l'unification politique de l'Allemagne. L'aurait-on oublié ?

Pour résister à cette unification économique, il n'y a pas autant de moyens que nous le voudrions. Il y en a cependant.

Si confuse qu'elle soit, si multiforme, l'histoire de l'Allemagne, au moins dans sa période moderne, se réduit à une formule simple : l'Allemagne a été longtemps une ellipse à deux foyers : Berlin, Vienne. L'effort de la Prusse a été de faire de Berlin, non plus l'un des deux foyers, mais le centre de toute l'Allemagne, d'où les guerres de Frédéric II, d'où toute la politique de Bismarck, d'où la politique de Hitler lorsqu'il a fait assassiner ce pauvre chancelier Dollfuss, si petit de taille et si grand de cœur (*Applaudissements*), et d'autres victimes encore comme le chancelier Schussnigg.

Hitler ne s'y est pas trompé : il s'en est pris d'abord à l'Autriche.

Alors, que peut-on faire pour limiter la malfaisance de l'Allemagne ? Car moi qui ai travaillé à sa réincorporation dans le concert humain, je n'y crois plus guère. (*Applaudissements.*)

Il y a un moyen : aidons l'Autriche, aidons-la à se refaire, mais ne recommençons pas les fautes que nous avons com-

mises après 1918 de refaire une Autriche qui n'était pas viable, qui n'avait pas de moyens d'existence, qui n'avait pas de suffisance économique et dont une partie de sa population accueillit comme un succès, en tout cas comme une amélioration, le fait que l'Allemagne l'incorporait dans son économie.

Faisons une Autriche, mais faisons-la de telle façon qu'elle puisse se défendre et se sauver. C'est ainsi que nous arriverons peut-être à l'élimination des éléments nazis qui sont encore si nombreux dans ce pays.

Je me tournerai aussi — je peux bien le faire et on doit le faire avant la fin de ce Congrès — vers l'Italie. Vous rappelez-vous, mes chers amis, l'appel que nous lui avions adressé de Toulouse lorsqu'il en était temps encore, et que nous l'avons suppliée de venir avec nous et de ne pas entrer dans le camp de nos ennemis ?

On ne nous a pas écoutés. La main que nous tendions, on l'a refusée. Est-ce une raison — je ne le pense pas — pour ne pas nous déclarer disposés à aider l'Italie à rentrer dans les voies du libéralisme, car elle aussi a beaucoup à faire? Elle aura une tâche très dure à entreprendre pour construire une nation vraiment nouvelle sur les ruines du régime de Mussolini.

Ici encore je vous dis : c'est par le libéralisme que nous nous relèverons. On me dira: Alors, pour vous, la distribution de l'Europe et du monde, c'est, comme nous l'on dit souvent nos adversaires, une lutte d'idéologie ?

Oui, c'est une lutte d'idéologie. (*Applaudissements.*) Oui, quand on s'est battu contre le national-socialisme et contre le fascisme, c'était bien une lutte d'idéologie. (*Nouveaux applaudissements.*)

Il est possible que certains des puissants du monde engagent des guerres, ou les conseillent, ou les préparent pour des raisons économiques. Mais les peuples, eux, les braves peuples, les pères de famille, les fils, les frères qui vont sur la ligne de bataille et qui se font tuer souvent avec enthousiasme, ce n'est pas pour de l'argent, c'est pour des idées

qu'ils font le sacrifice de leur vie. (*Applaudissements.*) C'est pour l'idée de la France, c'est pour l'idée de la République que se sont fait tuer les hommes qu'une personne de mon âge peut appeler les petits du maquis, en mettant dans ce mot tout ce qu'il comporte de tendresse et d'affection.

Oui, c'est une lutte d'idéologie. C'est celle-là qu'il faut reprendre. On entend notre voix à l'étranger, croyez-le ! Disons que nous, radicaux et radicaux-socialistes, nous sommes fidèles à nos traditions de liberté.

Je ne veux pas citer d'exemple difficile ou trop douloureux. Je suis convaincu que si nous étions arrivés à temps avec ces idées dans certains pays du Moyen-Orient que vous savez, nous aurions peut-être évité des difficultés tragiques. (*Applaudissements.*) Là encore, puisse ma voix être entendue pour empêcher des ruptures qui seraient pour nous moins des atteintes à notre intérêt que des déchirements d'esprit et de cœur! (*Nouveaux applaudissements.*)

Je conclus, et vous reconnaîtrez peut-être que c'est en effet la conclusion qui s'impose à la suite de ce débat.

France, ma mère, dont je prononce le nom avec autant de respect que d'affection, vous avez bien souffert, vous souffrez encore, vous êtes injustement traitée. Nous ne voulons plus qu'il en soit ainsi.

Mais je suis sûr, pour ma part, que c'est en vous rendant votre clair, votre souriant visage, votre libre et fier regard, que nous vous servirons le mieux.

Voyez-vous, nos conclusions de politique extérieure doivent se rattacher à nos conclusions de politique intérieure. Vous voulez faire la France puissante — vous, non pas seulement radicaux-socialistes, mais Français de toute catégorie à qui je m'adresse et qui placez l'amour de la patrie au-dessus de tout — vous voulez lui rendre sa dignité, son prestige ?

Si vous voulez la rendre forte, rendez-la fortement républicaine et je vous garantis que vous arriverez à ce résultat. (*Vifs applaudissements répétés. — Les congressistes se lèvent et acclament le président Herriot.*)

*
* *

ÉDITION DU
PARTI RÉPUBLICAIN RADICAL ET RADICAL-SOCIALISTE
— PARIS —